

JOURNAL D'AGRICULTURE,

ET

TRANSACTIONS

DE LA

Société d'Agriculture du Bas-Canada.

VOL. 2.

MONTREAL, FEVRIER, 1849.

NO. 2

Il est beaucoup à regretter que nos classes instruites ne s'intéressent pas plus qu'elles ne font à l'amélioration générale et à la condition prospère de l'agriculture. Si elles donnaient au sujet l'attention qu'il mérite, elles ne pourraient manquer de se convaincre que les produits de l'agriculture, rares ou abondants, fournissent les principaux moyens de soutenir le commerce, les manufactures et toutes les autres affaires et professions du pays. Nous avons considéré ce sujet sous tous les rapports, et à notre humble jugement, le présent état de détresse du commerce et des affaires doit être attribué principalement à l'état arriéré de notre agriculture et à la pauvreté de ses produits. Il est vrai qu'on se plaint aussi, dans d'autres pays, de l'état languissant du commerce et de l'industrie ; mais si notre agriculture florissait et prospérait, nous ne serions pas sujets aux mêmes fluctuations ou incertitudes que dans l'ancien monde. Le principal produit de l'agriculture canadienne était autrefois le bled, mais depuis quinze ans, il a presque toujours manqué dans le Bas-Canada, en conséquence des ravages de la mouche hessoise, et nous croyons être au-dessous de la réalité, en disant que cet insecte a appauvri le pays au montant de plus de six millions de livres, courant, et cette circonstance seule rend raison, en grande partie, de notre présente position. La déféctuosité de notre système d'agriculture nous ôtait la faculté de recourir à d'autres ressources, à défaut de bled, et conséquemment, ce qui nous est resté à vendre, depuis quelques années, n'a été qu'une bagatelle. Si notre économie rurale était plus par-

faite, nos cultivateurs n'auraient pas à compter seulement sur la vente de quelques minots d'avoine, d'orge ou de pois, à très bas prix, mais ils auraient du bœuf, du lard, du beurre, du fromage, et d'autres articles de bon et prompt débit. Sous un meilleur système d'agriculture, les cultivateurs pourraient retirer de la même quantité de terre un produit qui leur laisserait un surplus de dix à vingt fois la valeur de ce qu'ils ont à vendre, cette année. Comme de raison, il faudrait y mettre plus d'argent et de travail ; mais il en résulterait plus d'avantage pour le pays généralement que du plan de bâtir outre mesure dans les villes et les grands villages. Un champ bien cultivé donnera annuellement plus de profit que la plus belle et la plus coûteuse maison de la ville, si elle n'est pas occupée. Il a été employé à Montréal beaucoup de capitaux qui ne produisent rien, et qui probablement ne produiront rien de sûr, s'il n'y a pas de changement pour le mieux dans l'état de l'agriculture. Nous pouvons déplaire aux habitans de nos villes, en leur disant que leur prospérité dépend de celle des campagnes, mais le fait n'en est pas moins certain, et nous pouvons les assurer de plus, que le seul moyen de faire prospérer les villes est de faire prospérer les campagnes par d'abondantes productions. Le beau et coûteux bâtiment appelé le marché Bonsecours, qui est un ornement pour la ville, à quoi est-il bon si ce n'est comme halle pour la vente des produits du pays ? C'est le champ, c'est le travail du fermier qui le doit soutenir ; rien autre chose ne le peut faire, et il en est de